

<http://divergences.be/spip.php?article408>



Jacques Langlois

Introduction

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 7 Mai/ May2007 - International - France - Elections - Un vrai programme socialiste, républicain et libertaire -

Date de mise en ligne : lundi 14 mai 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Les gouvernements depuis plus de 30 ans, socialistes y compris et peut être encore plus, ont inséré la France dans la mondialisation économique et dans la globalisation de la finance et de sa logique dévastatrice. La France est devenue le 5ème exportateur mondial. Elle est la sixième puissance économique mondiale et encore ce classement dépend-il des critères de classification. Son PIB la place au sixième rang des puissances économiques. 1 Français sur 4 travaille pour l'exportation. Toutes les barrières à la libre circulation des capitaux y ont été abolies ; l'indexation des salaires (et des retraites) sur les prix a été supprimée, le rachat par une entreprise de ses propres titres a été autorisé, le LBO est devenu légal, l'Etat emprunte à l'étranger pour financer ses déficits budgétaires. La distinction entre banque de dépôts et banque d'affaires, comme aux USA, a été supprimée. Les banques sont autorisées, comme les boîtes de crédit (Sofinco, Cofinoga, Cofidis, Cetelem, etc.), à demander du 15 % d'intérêt et plus pour les crédits à la consommation par cartes de crédit ! Ce n'est guère étonnant : qui dirige les banques ? Les inspecteurs des finances ex-ENA et avec droit de retour dans l'administration quand ils pantouflent. Parallèlement, les entreprises du CAC 40, ayant affiché 100 milliards d'€ de bénéfices en 2006, sont détenues à 46 % par les fonds de pension et d'investissement étrangers. Tous les placements remplaçant des salaires sûrs et évolutifs ont été encouragés au profit des plans d'épargne d'entreprise, de l'intéressement, de la participation, des assurances-vie, des systèmes de capitalisation individuelle avec exonérations d'impôts et de charges sociales (comme les stock-options !), ce qui enfonce les finances de la SS (ces placements étant largement défiscalisés et exonérés des cotisations sociales), dont on comble les trous ainsi créés par l'augmentation des charges pesant sur les cotisants (ticket modérateur, forfaits hospitaliers ou autres, remboursements de médicaments, etc. Et Sarkopen parle d'une franchise annuelle pour les soins. Les lois depuis 20 ans (c'est-à-dire de puis les socialistes de 1983) privilégient systématiquement la rente, le patrimoine, l'actionnaire.

Les pays les plus puissants ou les plus soucieux de leur développement (Chine, USA) prônent le libre-échange tout en étant protectionnistes par tous moyens, dont les commandes du complexe militaro-industriel, les subventions, les normes. Et dans ce cadre, l'UE défend et propulse la libéralisation à tout va et le libre-échange intégral sous l'impulsion des Britanniques qui, ailleurs et en douce, défendent leur position de place financière spéculative associée à leurs nombreux paradis fiscaux. De Gaulle s'était opposé à l'entrée du RU dans l'ex-CEEE. Il avait bien raison. Les entreprises de distribution s'adressent à la Chine pour se fournir au moindre coût et ainsi faire pression sur leurs fournisseurs français, poussés alors à délocaliser aussi leur production. Le travail a été chamboulé : flexibilité, précarité, personnalisation et individualisation, stress par cadences infernales, chômage, temps partiel, contrats de travail atypiques (CDD, Intérim). Le droit du travail est en perte de vue, notamment avec le CNE, les heures-sup. sont sous-payées et augmentées en volume ; la faiblesse chronique de l'inspection du travail notamment contre le travail de clandestins et au noir est patente ; la médecine du travail a été gravement diminuée (baisse des périodicités d'examen et augmentation du volume des vacations). Et on parle de plus en plus d'un contrat de travail unique dont la caractéristique principale serait le droit de licenciement contre une indemnité versée pour solde de tout compte, avec interdiction de porter plainte devant un tribunal (ce qui est anticonstitutionnel !). En 5 ans, de 2002 à 2007, on a voté dix lois sur la sécurité, l'immigration et la délinquance (la dernière prévoyait même de surveiller et signaler les enfants perturbés dès la maternelle !).

Les élections montrent à chaque fois combien les représentants politiques ne sont plus légitimes et pourtant ils continuent de faire des lois contre le travail et le peuple et pour la finance et les lobbies industriels ou agro-alimentaires. Le pouvoir se présente comme écologiste et dans le même temps sabote toute avancée. Ainsi, Chirac élu par hasard en 2002, a réduit à néant la loi sur l'eau de Dominique Voynet. La justice a été reprise en main et les magistrats sont de plus en plus nommés en fonction de leur profil partisan. Tous les pouvoirs ont été mis sous la coupe de l'UMP : magistrature, Conseil constitutionnel, CSA, dirigeants des entreprises publiques, comités, agences, commissions, etc. administratives soi-disant indépendantes. Le parlement enregistre les décisions de l'exécutif.

L'exécutif exécute les volontés d'un président-monarque et en même temps irresponsable devant le parlement. La démocratie, donc, n'existe plus. Elle est phagocytée par les partis, les lobbies, les démagogues, la « com. », les

médias (détenus par des industriels relevant de commandes d'Etat), les faux experts indépendants, les « réservoirs de pensée », les « agences » soi-disant indépendantes, etc.

Les prélèvements obligatoires (PO) ne cessent d'augmenter au détriment du peuple (taxes des collectivités locales et SS) pour atteindre 44 % du PIB en 2006 (45,8 % d'après d'autres analystes car l'Etat ne compte pas dans les PO ses propres dépenses sociales pour ses fonctionnaires !). Ce déjà 44 % est sûrement mensonger car la recette publique fait 50 % du revenu national et car la dépense publique fait 56 % des dépenses. Les impôts sur les classes aisées et surtout les riches ne cessent de diminuer. Quand survient un problème (attentats, catastrophes naturelles, maladies professionnelles, etc.) on taxe les assurances privées souscrites (et le plus souvent obligatoires) par les particuliers, ce qui exonère les patrons de toute responsabilité et, en outre, fait diminuer les prélèvements obligatoires puisqu'il s'agit d'assurances individuelles et privées ! Les services publics ont largement été privatisés, vendus et surtout soumis à la concurrence. L'éducation nationale est déliquescence (baisse de l'égalité des chances, 150 000 élèves sortis sans qualification chaque année, 1/3 de virés à la fin de la 1ère année d'université). La proportion de salariés au SMIC (17 % en 2006) ne cesse de croître car les dégrèvements de charges sociales vont jusqu'à 1,6 Smic, ce qui pousse les employeurs à casser la hiérarchie des salaires et à en rester au SMIC. Le chômage demeure malgré des statistiques mensongères par construction (notamment un temps partiel y est compté de la même façon qu'un temps complet et la norme européenne adoptée est d'un ridicule achevé : demander un temps plein et n'avoir pas travaillé dans la semaine qui précède !) et atteint, en réalité, 4,5 millions de personnes en sous-emploi. Les inégalités progressent, ce que nient les statistiques officielles car elles ne tiennent tout simplement pas compte des revenus financiers, des plus-values sur les ventes de patrimoine immobilier ou mobilier et des inégalités de patrimoine et parce qu'elles ne raisonnent qu'en termes de moyennes relatives inter déciles. Elles oublient que + 5 % sur un revenu net de 10 000 rapporte en valeur absolue bien plus que + 11 (cas du SMIC) sur 1254 bruts (987 nets), car les pseudo statistiques ne raisonnent qu'en termes relatifs et moyens.

Les classes moyennes sont dans une incertitude radicale. Déjà leur définition est à géométrie variable (de 2000 euros chez Sarkozy à moins de 4000 chez Hollande, et le revenu médian, qui si vous êtes au-dessus vous place dans les classes moyenne est à 1314 euros pour un célibataire, le Smic étant à 1254 bruts ; il y a du reste une augmentation constante de la proportion de smicards, atteignant aujourd'hui 17 % de la population active salariée, record d'Europe). D'un côté elles payent tous les impôts plein pot et, de l'autre, elles ne touchent aucune aide car elles dépassent les plafonds de revenu, qui sont très bas. Sous prétexte de « travailler plus pour gagner plus », le volume annuel des heures supplémentaires a été étendu (220 heures par an) et les taux de majoration ont été abaissés notamment pour les PME et PMI. La part du salariat dans la valeur ajoutée du pays est passée de 67,5 % en 1978 à 58,2 en 2005.

La politique du logement est un désastre car tous les œufs ont été mis dans une approche libérale et de marché (subventions aux investisseurs et déductions fiscales, prêts bonifiés pour accéder à la propriété individuelle, etc.), car les autorités n'ont pas prévu que les évolutions sociétales (célibat, couples recomposés, augmentation de la durée de vie, continuation de l'exode rural) augmenteraient la demande de logement dans les agglomérations. Les lois ont ouvert les vannes de la spéculation immobilière et foncière et les prix à la construction et les loyers se sont envolés. M. le maire de Paris est sans doute très content car la mairie touche ainsi des droits de mutation de plus en volumineux. M. Borloo se vante de la construction inouïe de 420 000 logements en 2006. Mais ce sont des logements dont les loyers sont rigoureusement inaccessibles aux pauvres. On dépense des sommes folles pour l'hébergement en hôtel au profit de ce qu'il faut bien appeler des négriers au lieu de construire des centres d'accueil qui seraient bien moins coûteux. Les aides au logement individuel partent directement dans la poche des bailleurs privés, ce qui fait monter les prix.

La recherche, abandonnée au corporatisme mandarin et au libéralisme, est en dessous de tout malgré des fonds publics importants. Nombre de chercheurs doctorants et post-doctorants sont payés grâce à des « libéralités » qui n'ouvrent aucun droit social (assurance-maladie, retraite, etc.).

Introduction

Les transports ont privilégié le tout autoroute et le tout camions au détriment du rail, du ferroutage et des transports en commun. Des dizaines de milliers de camions (de plus en plus étrangers car les chauffeurs des pays de l'Est n'ont aucunes lois sociales pour les protéger) traversent la France, mal située géographiquement en tant que lieu de passage, en détruisant ses routes et en polluant sans rien payer.

La politique agricole (qui plus est maintenant imposée à l'Europe par l'écologiste et le tiers-mondiste Chirac jusqu'en 2013) a ruiné la petite agriculture de qualité et de terroir, favorisé les productions intensives au détriment de l'environnement, c'est-à-dire les gros producteurs et les firmes agro-alimentaires, forcé au remembrement destructeur des bocages, des haies, des forêts, des paysages, détruit les productions vivrières des pays du Sud par des subventions à l'exportation et à la production massive, etc. Comme les excédents sont indemnisés, certains gros agriculteurs (pinardiers, laitiers, céréaliers, betteraviers, etc.) ont judicieusement produit plus que de raison car leurs excédents finissaient pas faire l'essentiel de leurs bénéfices !

La banque centrale européenne et la banque de France sont devenues indépendantes du pouvoir politique et n'ont qu'une seule mission : la lutte contre l'inflation, c'est-à-dire pour le profit et la rente, contre l'investissement et la demande de consommation. Le charitable et compassionnel Chirac a réussi à faire remonter l'aide aux PVD à 0,47 % du PIB, alors qu'elle était descendue à 0,37 sous Jospin, Chirac étant président, et à 0,63 sous Mitterrand. Rappelons que la norme internationale fixée il y a plus de 20 ans est de 0,7 %. Et, en outre, sur les 0,47, il y a des astuces comptables (dont la prise en compte de l'annulation de dettes) et autres subtilités qui font que le chiffre réel de la France pour l'aide au développement est de 0,25 % !

J'arrête là le florilège. La question est que faire pour retrouver un peu de justice sociale sans sombrer dans l'autarcie et en utilisant les rares marges de manœuvre qui restent au pays. Le but est de restaurer la responsabilité des citoyens en ouvrant leurs choix réels dans un modèle démocratique, républicain et solidaire ni libéral, ni étatique.